

Un ancien ministre français parle du blanchiment dans le foot et la police enquête

Foot et argent noir, l'exemple français

L'argent noir pourrait-il le foot français? Un ancien ministre et le président de la Ligue posent enfin la question.

C'était pendant la traditionnelle trêve des confiseurs. Le prince Rainier de Monaco venait de refuser la reprise de l'AS Monaco par un groupe financier russe qui était déjà son sponsor «maillot». Les propos qui ont suivi, tenus par un député de la majorité UMP, ont mis le feu aux poudres : « *C'est incohérent. On ne peut pas se dire contre un investisseur parce qu'il a des liens avec la mafia et en même temps le garder comme sponsor maillot. Comme il semble établi que l'investisseur a des liens avec la mafia russe, si Monaco veut nettoyer l'écurie d'Augias, la seule politique à mener est de se séparer du sponsor qui contribue de façon notable au budget* ».

Un connaisseur de la lutte contre le blanchiment

Député-maire de Laval, en Mayenne, François d'Aubert est connu de longue date pour son combat contre l'argent noir qui, pour ce libéral convaincu, vicie les marchés. Ancien président de la commission antiblanchiment de l'Assemblée nationale et ancien secrétaire d'État aux Finances du gouvernement Juppé, il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet. Il fut aussi l'homme qui a déclenché le scandale du *Crédit Lyonnais* où la figure de proue était Giancarlo Piretti. Son associé, Florio Fiorini, dirigeait la

Tamoil. On retrouve les deux italiens dans une flopée d'enquête autour de l'opération *Mani Pulite* (« Mains propres ») impliquant Cosa Nostra, la loge maçonnique P2, le Vatican, etc. Et d'Aubert de malicieusement rappeler que « *l'ancien sponsor de l'AS Monaco n'est autre que la ... Tamoil.* » Les accusations sont tombées drues : l'Olympique de Marseille a travaillé longtemps avec deux agents qui sont aujourd'hui sous enquête, l'un étant suspecté d'appartenir au grand banditisme. Son sponsor maillot est une société d'aviation appartenant un très controversé homme d'affaires algérien. Autre dénonciation du bouillant d'Aubert : les deux clubs de l'« île de beauté », Ajaccio et Bastia, sont suspects à ses yeux d'avoir blanchi l'argent des nationalistes corses.

Sur le continent, c'est la Ligue professionnelle elle-même qui a fait appel au célèbre procureur Éric de Mongolfier pour enquêter sur le rachat de l'OGC Nice, dont un joueur vient de se faire arrêter pour liens avec le grand banditisme.

Le président de la Ligue, Frédéric Thiriez, a soutenu le député maire de Laval : « *On a besoin d'une loi pour lutter contre le blanchiment d'argent sale qui concerne l'immobilier, le tourisme mais aussi, de plus en plus, le sport professionnel* ».

A bon entendeur...

Philippe Brewaeys

Et en Belgique ?

Mais que s'est-il passé, au début de l'année 2003, dans la tête du commissaire du gouvernement commis à la grande fraude, Alain Zenner (MR) ? Le voilà qui annonce qu'il va demander à sa cellule antifraude de mener une enquête sur le blanchiment d'argent dans le foot. Il est aussitôt « *tacklé* » par son ministre (de tutelle) des Finances, Didier Reynders (MR lui aussi) qui dit « *niet* ». D'où une bonne question: à quoi sert ce commissaire du gouvernement. Dans l'entourage de Zenner, on affirme que si les élections n'étaient pas aussi proches, il aurait démissionné. Il est vrai que Zenner n'a pas été par la suite à la fête : Louis Michel, à peine rentré de son marathon en Afrique centrale, lui passait un de ses savons... Il est vrai qu'annoncer le lancement d'une enquête sur le blanchiment d'argent dans le foot au moment où les stratèges de la rue de Naples, siège du MR, font courir Alain Courtois et Marc Wilmots sur les listes, c'est un peu se tirer dans le pied. Pourtant, la réalité française devrait faire réfléchir.

Ph.B.